

main et pour s'assurer des vœux et des aspirations de leurs habitants;

14. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial les moyens et les services nécessaires pour l'application de la présente résolution ainsi que des diverses résolutions et décisions relatives à la décolonisation adoptées par l'Assemblée générale et le Comité spécial.

79<sup>e</sup> séance plénière  
1<sup>er</sup> décembre 1981

### 36/69. Diffusion d'informations sur la décolonisation

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question de la publicité à donner aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation<sup>35</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier la résolution 35/120 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1980,

*Réaffirmant* l'importance de la publicité comme moyen d'atteindre les buts et objectifs de la Déclaration et consciente de la nécessité urgente et persistante de prendre toutes les mesures possibles pour faire connaître à l'opinion publique mondiale tous les aspects des problèmes de la décolonisation en vue d'aider efficacement les peuples des territoires coloniaux à parvenir à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance,

*Consciente* du rôle de plus en plus important que jouent, dans la diffusion générale d'informations sur ce sujet, un certain nombre d'organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question de la publicité à donner aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation;

2. *Réaffirme* qu'il importe d'assurer la diffusion la plus large possible d'informations sur les méfaits et les dangers du colonialisme, sur les efforts résolus déployés par les peuples coloniaux pour parvenir à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et sur l'assistance fournie par la communauté internationale en vue de l'élimination des derniers vestiges du colonialisme sous toutes ses formes;

3. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu des suggestions du Comité spécial, de continuer à prendre des mesures concrètes par tous les moyens dont il

dispose, y compris les publications, la radio et la télévision, pour assurer la diffusion générale et suivie d'informations sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation et, notamment :

a) De continuer, en consultation avec le Comité spécial, à rassembler, préparer et diffuser des données d'information, des études et des articles ayant trait aux problèmes de la décolonisation et, en particulier, de poursuivre la publication du périodique *Objectif : Justice* et des autres publications, articles spéciaux et études, y compris la série *Décolonisation*, et de choisir parmi eux les documents auxquels il convient de donner une diffusion plus large en les réimprimant dans diverses langues;

b) De rechercher la pleine coopération des puissances administrantes intéressées pour l'exécution des tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'intensifier les activités de tous les centres d'information des Nations Unies, particulièrement ceux d'Europe occidentale et du continent américain;

d) D'entretenir des relations de travail étroites avec l'Organisation de l'unité africaine, en procédant à des consultations périodiques et à des échanges systématiques de renseignements pertinents avec elle;

e) D'obtenir des organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation qu'elles contribuent à la diffusion des informations pertinentes;

f) De s'assurer que seront disponibles les moyens et services nécessaires à cet effet;

g) De faire rapport au Comité spécial sur les mesures prises en application de la présente résolution;

4. *Invite* tous les Etats, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation, à entreprendre ou à intensifier, en coopération avec le Secrétaire général et dans leurs domaines respectifs de compétence, la diffusion à grande échelle des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

5. *Prie* le Comité spécial de suivre l'application de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session.

79<sup>e</sup> séance plénière  
1<sup>er</sup> décembre 1981

### 36/78. Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 33/4 du 2 novembre 1978, 34/63 du 29 novembre 1979 et 35/112 du 5 décembre 1980, par lesquelles elle a décidé de convoquer en 1983 la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire,

<sup>35</sup> *Ibid.*, chap. II.

*Réaffirmant* les principes et dispositions de sa résolution 32/50 du 8 décembre 1977 sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social,

*Soulignant*, en particulier, la pertinence des principes énoncés au paragraphe 1 de la résolution 32/50 touchant la préparation de la Conférence et la Conférence elle-même,

*Rappelant également* les paragraphes pertinents du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale<sup>36</sup>, première session extraordinaire consacrée au désarmement,

*Rappelant en outre* le rôle assigné à l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la résolution 34/63 de l'Assemblée générale,

*Reconnaissant* l'importance croissante des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social, en particulier le rôle important qu'elles peuvent jouer pour accélérer le développement des pays en développement,

*Réaffirmant* la responsabilité qu'ont les Etats avancés dans le domaine nucléaire de promouvoir la satisfaction des besoins légitimes des pays en développement en matière d'énergie nucléaire en participant au transfert le plus complet possible du matériel, des matières et des techniques nucléaires moyennant des garanties internationales convenues et appropriées, appliquées sur une base non discriminatoire par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique afin de prévenir efficacement la prolifération des armes nucléaires,

*Exprimant sa conviction* que, grâce à la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la Conférence devrait contribuer grandement à satisfaire les besoins croissants en énergie et les autres besoins de nombreux pays, en particulier de pays en développement,

*Exprimant en outre sa conviction* que les progrès réalisés dans les travaux du Comité de la sécurité des approvisionnements, créé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique en juin 1980, contribueront largement au succès de la Conférence,

*Soulignant* la nécessité d'entreprendre en temps opportun et de façon adéquate les préparatifs de la Conférence,

*Ayant examiné* le rapport du Comité préparatoire de la Conférence<sup>37</sup>,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;

2. *Souscrit* aux recommandations du Comité préparatoire qui figurent en annexe au rapport du Comité;

3. *Décide* que la Conférence se tiendra à Genève, du 29 août au 9 septembre 1983;

4. *Considère* que les résultats de la Conférence devraient être consignés dans des documents appropriés, sous la forme voulue, notamment en ce qui concerne les moyens de promouvoir la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;

5. *Reconnaît* que le Comité préparatoire, pour progresser dans ses travaux, y compris, le cas échéant, l'élaboration des documents mentionnés au paragraphe 4 ci-dessus destinés à être soumis à la Conférence et approuvés par elle, pourra être amené à prolonger la durée de sa deuxième session, qui doit se réunir à Vienne en 1982, et à tenir une autre session d'une durée appropriée en 1982;

6. *Réaffirme* sa décision, figurant au paragraphe 2 de sa résolution 35/112, de tenir compte des travaux du Comité de la sécurité des approvisionnements;

7. *Prie* le Président de l'Assemblée générale d'arrêter définitivement la liste des membres du Comité préparatoire, conformément au principe d'une répartition géographique équitable, au plus tard le 30 avril 1982;

8. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour constituer, en temps voulu, un petit secrétariat de la Conférence, qui sera dirigé par un Secrétaire général de la Conférence;

9. *Prie instamment* tous les Etats de contribuer à la réussite des préparatifs de la Conférence, notamment en fournissant, conformément à leurs obligations internationales, des renseignements sur leurs réalisations scientifiques et techniques et leurs expériences pratiques dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;

10. *Demande* à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de communiquer au Secrétaire général, le 30 avril 1982 au plus tard, leurs vues sur les questions ayant trait à la préparation et à l'organisation de la Conférence;

11. *Invite* l'Agence internationale de l'énergie atomique à s'acquitter du rôle qui lui incombe dans le cadre de ses responsabilités, à tous les stades de la préparation de la Conférence et durant la Conférence proprement dite, en contribuant au débat sur les questions pertinentes, en fournissant, le cas échéant, les données et des documents techniques, notamment pour ce qui est de l'avancement des travaux du Comité de la sécurité des approvisionnements, et en participant au secrétariat de la Conférence;

12. *Invite en outre* les institutions spécialisées et autres organismes compétents des Nations Unies à participer d'une manière effective aux préparatifs de la Conférence, notamment en communiquant des études, des rapports et d'autres documents appropriés concernant les applications des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, ainsi que les résultats et les perspectives d'avenir de ces applications;

13. *Prie* le Secrétaire général de soumettre au Comité préparatoire toutes les communications reçues des Etats Membres et d'aider le Comité en lui fournissant tous les moyens nécessaires à ses travaux;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-septième session une question intitulée

<sup>36</sup> Résolution S-10/2.

<sup>37</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 48 (A/36/48).

“Préparation de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire”.

90<sup>e</sup> séance plénière  
9 décembre 1981

\*  
\* \*

Le Président de l'Assemblée générale a informé ultérieurement le Secrétaire général<sup>38</sup> que, conformément au paragraphe 7 de la résolution ci-dessus, il avait nommé la Côte d'Ivoire, l'Irlande, le Niger, le Nigéria, la République-Unie du Cameroun et le Sénégal membres du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

En conséquence, le Comité préparatoire se compose des Etats Membres ci-après : ALGÉRIE, ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D', ARGENTINE, AUSTRALIE, AUTRICHE, BELGIQUE, BRÉSIL, BULGARIE, CANADA, CHILI, CHINE, COLOMBIE, COSTA RICA, CÔTE D'IVOIRE, CUBA, DANEMARK, ÉGYPTÉ, ÉMIRATS ARABES UNIS, ÉQUATEUR, ESPAGNE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FINLANDE, FRANCE, GHANA, GRÈCE, GUATEMALA, HONGRIE, INDE, INDONÉSIE, IRAQ, IRLANDE, ITALIE, JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE, JAPON, MALAISIE, MAROC, MAURITANIE, MEXIQUE, NIGER, NIGÉRIA, NORVÈGE, PAKISTAN, PAYS-BAS, PÉROU, PHILIPPINES, POLOGNE, RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE, RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE, RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE, RÉPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN, ROUMANIE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, SÉNÉGAL, SRI LANKA, SUÈDE, THAÏLANDE, TCHÉCOSLOVAQUIE, TURQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, URUGUAY, VENEZUELA, YOUGOSLAVIE et ZAÏRE.

### 36/79. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3067 (XXVIII) du 16 novembre 1973, 3334 (XXIX) du 17 décembre 1974, 3483 (XXX) du 12 décembre 1975, 31/63 du 10 décembre 1976, 32/194 du 20 décembre 1977, 33/17 du 10 novembre 1978, 34/20 du 9 novembre 1979 et 35/116 du 10 décembre 1980,

Prenant acte de la lettre, en date du 4 novembre 1981, que le Président de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a adressée au Président de l'Assemblée générale<sup>39</sup> afin de porter à sa connaissance les décisions adoptées par la Conférence touchant la tenue de sa onzième session du 8 mars au 30 avril 1982, la possibilité de prolonger les travaux officiels de la Conférence au-delà de cette date au cas où la phase officielle de prise de décisions serait entamée, la réunion du Comité de rédaction de la Conférence du 18 janvier au 26 février 1982, la fourniture au Groupe des Soixante-Dix-Sept des facilités nécessaires pour qu'il puisse se réunir avant la onzième session, du 3 au 5 mars 1982, et les dispositions à prendre en vue de la signature de l'Acte final et de l'ouverture de la Convention à la signature,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général<sup>40</sup> concernant l'institution d'une bourse d'études au titre de la Dotation Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer en témoignage de la contribution exceptionnelle de feu le Président de la Conférence aux travaux de la Conférence,

Prenant acte en outre de la décision de la Conférence par laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de poursuivre l'étude des fonctions qui incomberaient au Secrétaire général en vertu du projet de Convention et des besoins des pays, en particulier les pays en développement, en matière d'information, de services consultatifs et d'assistance dans le cadre du nouveau régime juridique,

1. Approuve la convocation de la onzième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, dernière session consacrée à la prise de décisions, à New York, pour la période du 8 mars au 30 avril 1982;

2. Autorise la Conférence, agissant en consultation avec le Secrétaire général, à prolonger ses travaux au-delà du 30 avril 1982, exclusivement afin d'achever sa tâche, au cas où la phase officielle d'adoption de la Convention, du texte du projet de résolution sur la création de la Commission préparatoire, de l'Acte final et d'autres décisions pertinentes seraient entamées et qu'il faille plus de temps pour mener à bien le processus de prise de décisions;

3. Approuve également la convocation du Comité de rédaction de la Conférence à New York, du 18 janvier au 26 février 1982;

4. Recommande que le Secrétaire général assure aux délégations participant à la Conférence, en particulier aux membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept, les facilités nécessaires pour des consultations officielles;

5. Prie le Secrétaire général de consulter le Gouvernement vénézuélien en vue de prendre les dispositions voulues pour la signature de l'Acte final et l'ouverture de la Convention à la signature à Caracas au début de septembre 1982;

6. Invite les gouvernements des Etats participant à la Conférence, ainsi que les universités, les fondations philanthropiques et les autres institutions et organisations nationales et internationales intéressées, à contribuer à la Dotation Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer, sous la forme recommandée par le Secrétaire général dans son rapport.

90<sup>e</sup> séance plénière  
9 décembre 1981

### 36/80. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine<sup>41</sup>,

Rappelant ses résolutions précédentes sur la promotion de la coopération entre l'Organisation des

<sup>38</sup> A/36/880.

<sup>39</sup> Ibid., trente-sixième session, Annexes, point 28 de l'ordre du jour, document A/36/659.

<sup>40</sup> A/36/697.

<sup>41</sup> A/36/317 et Add.1 et 2.